

CÔTE D'IVOIRE-LIBERIA : AUTOPSIE D'UNE RELATION D'ALTERITE (2000-2003)

Kouakou Laurent ASSOUANGA

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
laureassa@yahoo.fr

Résumé

Le 2 août 1997, Charles Taylor, soutenu par la Côte d'Ivoire, est investi président du Libéria au prix d'une guerre civile sanglante qui emporta le président Samuel Doe le 9 septembre 1990. Les relations entre Abidjan et Monrovia virent à l'idylle diplomatique lorsque Robert Guéi, ex-Chef d'état-major de l'armée ivoirienne, proche de Charles Taylor lors de l'insurrection au Libéria en 1989, prit le pouvoir le 24 décembre 1999. Mais, la tentative de putsch muée en rébellion armée le 19 septembre 2002 et l'assassinat de Robert Guéi détériorent les relations entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. Etude discursive et mémorielle alternant confrontations de sources et croisement des données, cet article a pour but de décrypter le schisme diplomatique entre la Côte d'Ivoire et le Libéria sous le prisme des actes de sédition de 2000 à 2003. A l'issue de nos investigations, nous avons pu convenir que les mercenaires libériens ont été autant sources de déstabilisation en Côte d'Ivoire que facteurs d'instabilité au Libéria.

Mots clés : *altérité, schisme, conflit, Côte d'Ivoire, Libéria.*

Abstract

On August 2, 1997, Charles Taylor, supported by Côte d'Ivoire, was sworn in as President of Liberia at the cost of a bloody civil war which carried off President Samuel Doe on September 9, 1990. Relations between Abidjan and Monrovia were cordial. the idyll when Robert Guéi, former Chief of Staff of the Ivorian army, close to Charles Taylor during the uprising in Liberia in 1989, took power on December 24, 1999. But, the putsch attempt changed in armed rebellion on September 19, 2002 and the assassination of Robert Guéi deteriorated relations between Côte d'Ivoire and Liberia. Discursive and memorial study alternating confrontations of sources and crossing of data, this article aims to decipher the diplomatic schism between Côte d'Ivoire and Liberia under the prism of acts of sedition from 2000 to 2003. At the end of our investigations, we were able to agree that the Liberian mercenaries were both sources of destabilization in Côte d'Ivoire and factors of instability in Liberia.

Keywords : *otherness, schism, conflict, Ivory Coast, Liberia.*

Introduction

Le 2 août 1997, Charles Taylor, soutenu par la Côte d'Ivoire, est investi président du Libéria au prix d'une guerre civile sanglante qui emporta le président Samuel Doe le 9 septembre 1990. Les relations entre Abidjan et

Monrovia, jadis exécrables, virent à l'entente cordiale puis à l'idylle diplomatique lorsque Robert Guéi, ex-Chef d'état-major de l'armée ivoirienne proche de Charles Taylor lors de l'insurrection au Libéria en 1989, prit le pouvoir en Côte d'Ivoire, le 24 décembre 1999. Mis en quarantaine diplomatique par l'ONU pour son soutien présumé aux rebelles du RUF⁸, responsables d'exactions en Sierra Léone, le Chef de l'Etat libérien, Charles Taylor, noue une alliance de raison et d'intérêts avec le Chef de la junte militaire ivoirienne, Robert Guéi, exclu des instances africaines (CEDEAO et OUA) qui proscrivent toute accession au pouvoir par les armes. Comment les rapports idylliques sous fond de recours aux mercenaires entre Charles Taylor et Robert Guéi ont altéré et détérioré les relations diplomatiques entre la Côte d'Ivoire le Libéria de 2000 à 2003 ?

Ce thème s'inscrit dans la dynamique de l'histoire des relations internationales car il pose la problématique des intérêts vitaux et stratégiques des Etats comme moyen d'expression des rapports de forces. En sus, il met en exergue le caractère cognitif des détenteurs de l'exécutif comme facteur d'altérité entre Etats voisins. Or, le Droit pénal international mentionne que les rapports interétatiques, objet de notre recherche, sont régis par « (...) des règles (...) applicables (...) entre Etats ou membres de la société internationale » (S. Dreyfus, 1978, p10). Prescriptions légales de portée universelle, les règles de bon voisinage consignées dans les traités, conventions et accords ont primauté sur toutes considérations d'ordre affectif. Ainsi, « deux Etats sont tenus d'entretenir des relations de bon voisinage fondées sur le respect de la souveraineté de chaque peuple et de l'intégrité du territoire »⁹.

Etude discursive et mémorielle alternant confrontations de sources et croisement des données, cet article a pour but de décrypter les tribulations politiques entre la Côte d'Ivoire et le Libéria sous le prisme des actes de sédition. A la lumière des revues scientifiques (*Politique africaine, Afrique contemporaine etc...*), des périodiques (*Jeune Afrique, Fraternité Matin etc.*), des bandes sonores audiovisuelles et radiophoniques (*Archives d'Afrique RFI, Archives de la RTI, les bulletins/Afrique de l'AFP*), nous avons dégagé deux axes de recherche. Le premier axe décrypte les rapports ombrageux entre la Côte d'Ivoire et le Libéria consécutifs à l'éviction et à l'assassinat du général Robert Guéi (2000-2002) et le second axe passe au scanner la guerre de prouration, sous fond de guérilla interposée, entre Abidjan et Monrovia (2002-2003)

⁸ Revolutionary United Front

⁹ *Fraternité Matin* du lundi 14 octobre 2002.

1. Le général Robert Guéi : une pomme de discorde entre Abidjan et Monrovia (2000-2002)

1.1. L'hostilité de Charles Taylor à toute éviction de Guéi du pouvoir d'Etat (25 octobre 2000)

Le 7 octobre 2000, la Cour suprême, aux ordres de la junte militaire, écarte par des artifices juridiques, l'ex-Premier Ministre Alassane Ouattara et l'ancien Chef de l'Etat Henri Konan Bédié des joutes électorales. En effet, ces deux leaders politiques disposent de partis politiques (PDCI et RDR)¹⁰ ayant un ancrage territorial certain doublé d'un socle électoral important susceptible d'entraver l'élection du Chef de la junte militaire. Corrélativement à l'exclusion de Bédié et de Ouattara du scrutin présidentiel, le général Robert Guéi se montre indulgent à l'égard de Laurent Gbagbo, le leader du FPI¹¹.

En vérité, le Chef de la junte militaire aurait accepté la candidature de Laurent Gbagbo contre la promesse¹² du leader socialiste d'être son Premier Ministre au lendemain du scrutin. Cette idylle politique entre Robert Guéi et Laurent Gbagbo permet au Chef de la junte militaire de donner de la légitimité et de la crédibilité audit scrutin face à la réprobation générale des chancelleries occidentales. En effet, le porte-parole du Département d'Etat américain Richard Boucher assimilait le scrutin ivoirien à une mascarade électorale et tandis que l'homologue du Quai d'Orsay François Rivasseau estimait que « le choix réduit des électeurs [Ivoiriens] est dommageable pour l'expression de la démocratie » (F. Gaulme, 2000, p.102). Au lendemain du scrutin du 22 octobre 2000, organisé sous fond de tension et d'exclusion, le président de la Commission Nationale Electorale (CNE), Honoré Guié, est roué de coups par les militaires et la CNE dissoute par le Chef de la junte militaire. Le Ministère de l'Intérieur se substitue à la CNE sur les médias d'Etat et proclame le général Robert Gueï, vainqueur du scrutin avec 52,72% des suffrages contre 41,02% pour Laurent Gbagbo. Le taux de participation est de 47,56% (F. Gaulme, 2000, p.103).

Pour étouffer dans l'œuf toute manifestation contre son régime et couvrir son holdup électoral, le Chef de la junte militaire décrète un couvre-feu. Suspectant une scission ou une défection de l'armée, Robert Guéi met en alerte sa garde prétorienne composée d'une cohorte de soldats fidèles et de mercenaires libériens. Dans la nuit du 24 au 25 octobre 2000 des combats à l'arme lourde opposent différentes factions de l'armée au camp d'Akouedo, épiceutre du coup d'Etat de Noel 1999. Dès la levée du couvre-feu le 25 octobre à 6 heures, les rues d'Abidjan furent le théâtre de violentes

¹⁰ PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire ; RDR : Rassemblement Des Républicains

¹¹ Front Populaire Ivoirien

¹² Une idylle politique entre Robert Guei et Laurent Gbagbo avait pour but de maintenir le Chef de la junte au pouvoir d'Etat en contrepartie d'une nomination de Laurent Gbagbo à la Primature et sa candidature à présidentielle juste pour légitimer la parodie de scrutin. Mais l'issue du scrutin fut désastreuse pour le chef de la junte.

manifestations opposant les émeutiers à la brigade rouge qui réprima dans le sang les Ivoiriens hostiles à toute confiscation du pouvoir d'Etat par le Chef de la junte militaire. Mais la présence de mercenaires libériens au sein de la garde présidentielle ivoirienne suscite diverses interrogations. Comment les libériens ont-ils intégré les unités de l'armée ivoirienne ? Quel était leur rôle au sein de cette garde prétorienne ?

Le 24 décembre 1989, le Libéria bascule dans la guerre civile. Fort des relations exécrables entre le Président libérien, Samuel Doe, et le Chef de l'Etat ivoirien, Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire donne gîtes et couverts à Charles Taylor en servant de base arrière et de base logistique aux maquisards du NPFL¹³. Les miliciens de Charles Taylor avait pour but d'investir la capitale du Libéria Monrovia afin d'évincer Samuel Doe du pouvoir d'Etat. « L'intégration de soldats ivoiriens dans les rangs du NPFL permit un rapprochement entre son dirigeant [Charles Taylor] et le Chef d'état-major ivoirien Robert Guéi. » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p. 90). Chef d'état-major de l'armée ivoirienne, Robert Guéi joue un rôle crucial dans l'approvisionnement en armes des rebelles de Charles Taylor. Outre la fraternité d'armes, Charles Taylor et Robert Guéi ont des affinités ethniques. A l'instar de Robert Guéi, les soldats ivoiriens qui ont prêté main forte à Charles Taylor au début de l'insurrection au Libéria sont originaires du pays *Dan* jouxtant la frontière orientale du Libéria. Le Comté du *Nimba* au Libéria et le Pays *Dan* en Côte d'Ivoire constituent le berceau originel des *Gio* et des *Yacouba*, fratries lignagères à cheval sur la frontière ivoiro-libérienne. Ces liens cordiaux entre Taylor et Guéi deviennent séculaires lorsque ce dernier accède au pouvoir lors du putsch du 24 décembre 1999. Chef d'Etat, « Guéi pouvait fournir des armes et du matériel militaire au président libérien qui, quant à lui, le pourvoyait en troupes fidèles issues des rangs du RUF et du NPFL » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p. 90).

Ces mercenaires venus de Monrovia sont incorporés dans une unité d'élites les « brigades rouges » relevant de la garde présidentielle. Un pacte politique est conclu entre le Chef de la junte militaire ivoirienne Robert Guéi et le Chef de l'Etat libérien Charles Taylor (W. Reno, 2002, pp. 62-82). Dans ledit accord, Charles Taylor promet assistance militaire au général Guéi s'il tente un coup d'Etat en cas d'échec aux élections de 2000. En contrepartie, le général Guéi étoufferait dans l'œuf toute velléité de déstabilisation du régime de Charles Taylor, en proie à la rébellion du LURD¹⁴, à partir du territoire ivoirien. Dès mars 2000, « au moins 500 combattants originaires du Libéria, parmi lesquels figuraient des éléments du RUF » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p.90) instruits aux maniements d'armes par Kuku Dennis, Chef de l'unité anti-terroriste du Libéria et Commandant du Comté du fleuve Gee, intègrent la garde prétorienne du général Robert Guéi. Lorsque le général Robert Guéi

¹³ National Patriotic Front of Liberia

confisque le verdict des urnes le 25 octobre 2000, ses supplétifs libériens déjà incorporés dans la garde présidentielle répriment mortellement les contestataires dans les rues d'Abidjan. Mais, les manifestations de rue muées en révolte populaire, les défections au sein de l'armée, l'assaut des gendarmes contre le camp militaire d'Akouédo, servant de quartier général au Chef de la junte, ainsi que la réprobation des chancelleries occidentales annihilent les espoirs du général Robert Guéi et sa cohorte de mercenaires libériens.

Depuis Paris, Hubert Védrine Ministre français des Affaires étrangères affirme que « la France n'acceptera pas une tentative de coup de force » tandis que le Département d'Etat américain dénonce « la culmination d'un processus électoral fondamentalement faussé » (F. Gaulme, 2000, p.102). Pris en tenaille, Robert Guéi et sa garde prétorienne composée de supplétifs libériens prirent la fuite. Réinvesti dans ses attributions, le président de la CNE communiqua à la télévision le résultat du scrutin présidentiel le 25 octobre 2000. Le taux de participation était de 37,42% avec 2 049 018 votants sur 5 475 143 inscrits. Laurent Gbagbo a obtenu 1 065 597 voix soit 59% des suffrages et le Général Robert Guei 587 267 voix soit 32,72%. Le 26 octobre 2000, Laurent Gbagbo, l'opposant historique de la gauche socialiste et leader du FPI, prête serment et reçoit les insignes de l'Etat de Côte d'Ivoire qui le consacre officiellement président de la République. Loin de toute accalmie, l'assassinat de Robert Guéi exacerbe les tensions entre la Côte d'Ivoire et le Libéria.

1.2. L'assassinat du général robert Guéi (19 septembre 2002)

En dépit de la reddition officielle du Général Robert Guéi le 14 novembre 2000 et la reconnaissance de Laurent Gbagbo comme le Président élu de Côte d'Ivoire, la tension reste latente entre le nouveau Chef de l'Etat ivoirien et l'ex-Chef de la junte militaire. Reclus dans son village natal, Guéssosso, en pays *Dan* jouxtant la frontière du Libéria, avec une partie de sa garde prétorienne, Robert Guéi fulmine de revanche contre le Président Laurent Gbagbo. Nonobstant le forum de la réconciliation de janvier 2001, la création de l'UPDCI et son entrée au gouvernement le 5 août 2002, la méfiance entre Gbagbo et Guéi ne s'atténue guère. Dans des propos véhéments tenus lors d'une conférence de l'UPDCI le 4 septembre, le général Robert Guéi qualifie le président Laurent Gbagbo de « boulanger qui roule tout le monde dans la farine ». Cette situation délétère et conflictuelle entre le Chef de l'Etat ivoirien et son prédécesseur vire au drame le 19 septembre 2002.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, des soldats ivoiriens en exil au Burkina et en rupture de ban avec la hiérarchie militaire prennent d'assaut les principales garnisons militaires du pays. A Abidjan, les insurgés sont mis en déroute par l'armée ivoirienne. Mais, Bouaké et Korhogo tombent dans l'escarcelle des rebelles plongeant ainsi la Côte d'Ivoire dans la psychose générale. Le général Robert Guéi, réfugié dans les enceintes de la Cathédrale

Saint Paul du Plateau, jouxtant sa résidence de l'Indénié, aux premières heures de la crise militaro-politique du 19 septembre 2002, est exfiltré, *manu militari*, du temple de Dieu et exécuté sommairement par ses ravisseurs. M^{gr} Bernard Aggrey, Archevêque d'Abidjan et Chef de l'Église Catholique de Côte d'Ivoire, aurait informé, dès le début des hostilités entre les soldats gouvernementaux et insurgés, le Président Laurent Gbagbo, en visite d'État au Vatican, de la présence de Robert Guéi au sein de la Cathédrale. Sur les ondes de la télévision nationale, le Premier Ministre Affi N'Guessan affirme que Robert Guéi a été abattu « alors qu'il parlait à la télé lire sa déclaration de prise du pouvoir » (C. Ero et A. Marshall, 2003, pp. 72-73).

Loin de toutes supputations, l'assassinat de Robert Guéi s'apparente à un plan savamment ourdi par l'exécutif ivoirien pour se débarrasser d'un adversaire gênant. En effet, depuis son éviction du pouvoir d'Etat, l'ex-Chef de la junte et son parti, l'UDPDCI, ont ravi au FPI de Laurent Gbagbo, l'ensemble des circonscriptions de la région des montagnes lors des élections législatives du 04 décembre 2000. Or la région des montagnes est partie intégrante du grand ouest ivoirien, considéré comme le bastion du FPI et le principal vivier électoral de Laurent Gbagbo. Dans un éventuel duel électoral avec l'ex-Chef de l'Etat Konan Bédié et l'ex-Premier Ministre Alassane Ouattara qui ont un ancrage électoral certain au Centre et au Nord de la Côte d'Ivoire, Robert Guéi pourrait faire ombre au régime Laurent Gbagbo en lui privant de voix en pays *Dan* indispensables à sa réélection. La jurisprudence du putsch de 1999 doublée par la psychose de mercenaires libériens à la solde de Robert Guéi dans la région des Montagnes ainsi que l'ombre politique de l'UDPDCI au FPI en pays *Dan* aurait servi de terreaux fertiles à l'exécution de l'ex-Chef de la junte militaire.

Bref, pour l'exécutif d'Abidjan, mettre hors d'état de nuire, Robert Guéi, considéré, à tort ou à raison, comme l'un des instigateurs de l'insurrection, avait primauté sur les dogmes et préceptes religieux. Offusqué par la mort du général Robert Guei, le président libérien Charles Taylor prépare la riposte. Dès lors, la Côte d'Ivoire et le Libéria se livrent une guerre par rébellions interposées. Pour l'exécutif libérien, le soutien aux rebelles ivoiriens du MPIGO et du MJP obéit à des objectifs bien précis.

2. Les enjeux d'une guerre par procuration entre la Côte d'Ivoire et le Libéria (oct. 2002-mars 2003).

2.1. Contourner l'embargo de l'ONU contre Monrovia et endiguer toute rébellion dans les Comtés du Libéria jouxtant la frontière ivoirienne.

Le 19 septembre 2002, à peine Robert Guéi assassiné que des « *Gio* du Libéria passaient sans cesse la frontière afin d'évaluer la situation en Côte

d'Ivoire (...) »¹⁵. Sur instructions du Président libérien, Charles Taylor, des Chefs d'unités de l'armée libérienne tels que « (...) Benjamin Yeaten et Roland Duo, transportaient des (...) Libériens [Comté du *Nimba*] vers Danané [Côte d'Ivoire], chaque semaine, tard dans la nuit (...) lorsque la tentative de coup d'Etat se transforma en rébellion militaire »¹⁶. Les mercenaires convoyés dans l'ouest ivoirien sont en majorité des ex-miliciens du NPFL et des combattants sierra-léonais « (...) de Sam Bockary, dit Mosquito, ancien héros du Revolutionary United Front (RUF) »¹⁷.

Menacé par un mandat d'arrêt international lancé par le Tribunal Pénal pour la Sierra Léone, Sam Bockary, l'ancien maquisard du RUF, défait à Freetown, vaincu dans les provinces Sierra léonaises par l'armée nigériane, avec l'appui aérien des Britanniques (Royal Air Force), trouve asile au Libéria, chez son parrain, Charles Taylor. A Monrovia, il est nommé commandant en Chef de l'armée libérienne, confrontée à la rébellion du LURD dans les Comtés jouxtant la frontière de la Guinée. Bras séculier de Charles Taylor, la présence de Sam Bockary auprès des rebelles ivoiriens du MPIGO et du MJP est perçue par l'exécutif ivoirien comme une immixtion du Libéria dans le conflit ivoirien. Quelle mission était assignée à ces maquisards libériens ?

Les mercenaires venus du Libéria sont intégrés dans les rangs du MPIGO et du MJP, des factions de la rébellion ivoirienne. Rompus aux combats, ces mercenaires dirigent les unités de combats. Ces mercenaires *Gio* originaires du Comté du *Nimba* (Libéria) instruisent leurs cousins *Yacouba* de Côte d'Ivoire, révoltés par la mort de Guéi, à la technique de la guérilla urbaine. Par ailleurs, ils initient les candidats à l'enrôlement aux pratiques mystiques afin de requinquer leur moral face aux horreurs de la guerre. Certes, Charles Taylor clame que « le gouvernement libérien qui est lui-même confronté à une rébellion désavoue tout Libérien s'impliquant dans une guerre contre un régime légitimement élu »¹⁸. En outre, Charles Taylor exhorte les « 70.000 Libériens vivant en Côte d'Ivoire (...) de ne pas exporter la guerre que connaît leur pays en Côte d'Ivoire »¹⁹. Cependant, la mort du général Robert Guéi et l'avancée des rebelles MPCFI dans l'ouest ivoirien modifient radicalement les stratégies de Charles Taylor en Côte d'Ivoire. Le Chef de l'Etat libérien redoute la présence des rebelles du MPCFI alliés du Burkina Faso, désormais hostile à son régime, à la lisière de la frontière libérienne.

Naguère inséparables, les relations entre Charles Taylor et Blaise Compaoré sont exécrables. Ouagadougou, jadis sanctuaire de Charles Taylor est devenu

¹⁵ Global Witness, « *Taylor-made: in the pivotal role of Liberia's Forests in a Regional Conflict*, London, September 2001, p8.

¹⁶ « Côte d'Ivoire: the nightmare scenario » in *Africa confidential*, 43 (19), 27 September 2002, p1.

¹⁷ V. Thorine, envoyée spéciale de *Jeune Afrique l'Intelligent*, à Danané, dans l'édition du 27/02/2003 in *L'Inter*, n°1443 du vendredi 28 février, 2003, p7.

¹⁸ « Charles Taylor : le Libéria ne souhaite pas s'engager dans la guerre » in *La Bombe* n°624 du vendredi 24 janvier 2003, p6

¹⁹ Idem.

aujourd'hui une capitale prisée par ses adversaires²⁰. Sommé par les chancelleries occidentales de retirer tous soutiens à Charles Taylor, ex-seigneur de guerre qui n'a pas su troquer son treillis de maquisard contre son costume d'homme d'Etat au point d'être le paria de la communauté internationale, Blaise Compaoré isole son homologue libérien. Invité à des pourparlers de paix sur le Libéria en 2002 à Ouagadougou, Charles Taylor y opposa une fin de non-recevoir en martelant qu'« il est exclu que nous nous retrouvions autour d'une table avec des criminels »²¹. Furieux, Blaise Compaoré déclare

Taylor ne se préoccupe guère du sort de son pays. Il cherche à éliminer physiquement tous ses adversaires, fait la sourde oreille lorsqu'on lui donne des conseils (...) Non seulement il ne s'est pas donné la peine de venir à Ouagadougou, mais il a lancé une offensive militaire, le même jour, sur le terrain²²

Hormis les craintes d'une déstabilisation du Libéria par les rebelles ivoiriens proches du président Blaise Compaoré, Monrovia suspecte le Chef de l'Etat ivoirien « Laurent Gbagbo de soutenir financièrement le LURD » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p.94). La rébellion qui écume le Nord du Libéria est dirigée par Sékou Damaté Koné, proche du Chef de l'Etat guinéen, Lansana Conté. Le président guinéen est hostile à Charles Taylor car il suspecte le dirigeant libérien de vouloir exporter la guerre, à l'instar de la Sierra Leone en 1991, en Guinée forestière avec l'appui d'opposants guinéens.

En vérité, outre la vengeance de Robert Guéi qui est la principale préoccupation de ses alliés *Yacouba*, Charles Taylor veut impérativement contrôler la frontière ivoiro-libérienne afin de stopper l'ouverture d'un second front rebelle contre son régime. Le Chef de l'Etat libérien suspecte une collusion entre le président ivoirien et la rébellion du MODEM²³ constituée de réfugiés libériens installés en Côte d'Ivoire. En réalité, cette manœuvre politique a pour but de prendre le port de San-Pedro avec le soutien de ses alliés ivoiriens. Ainsi, Charles Taylor pourra s'assurer des importations d'armes²⁴ à destination du Libéria, frappé d'embargo, et préserver le trafic de bois, d'or et de diamant indispensables à la survie de son régime. Officieusement, les mercenaires libériens du MPIGO et du MJP ont but d'épurer les réfugiés *Krahn* (Libériens) et leurs cousins *Guéré* (Ivoiriens)

²⁰ Au dernier trimestre 2001, Blaise Compaoré a reçu à Ouagadougou l'ancien président intérimaire du Libéria de 1990 à 1993, Amos Sawyer et Ellen Johnson-Sirleaf, candidate malheureuse à la présidentielle de 1997.

²¹ F. Kpatindé « Partis politiques, mouvements rebelles et associations ont répondu présent » in *Jeune Afrique l'Intelligent* n°2166 du 15 au 21 juillet 2002, p30

²² F. Kpatindé « Compaoré avait dépêché un homme de confiance à Monrovia » in *Jeune Afrique l'Intelligent* n°2166 du 15 au 21 juillet 2002, p30.

²³ Mano Movement of Democracy

²⁴ Voir le rapport du panel d'experts sur le Libéria nommé par la résolution 1406 du Conseil de sécurité (2002), pp64-74, pp18-20, du 7 octobre 2002.

incorporés dans le FLGO²⁵, le MILOCI²⁶, l'APWE²⁷, les milices pro-gouvernementales dans l'ouest ivoirien. Dès lors, l'ouest de la Côte d'Ivoire sera le théâtre d'un cycle de violences interethniques. Pour le régime d'Abidjan, l'incorporation des réfugiés libériens dans les rangs des milices pro-gouvernementales obéit à divers objectifs militaires et politiques.

2.2. Suppléer l'armée sur les lignes de front, protéger les vergers cacaoyers de l'ouest ivoirien et sauvegarder le bastion électoral du FPI des rebelles ivoiriens

Pour se prémunir toute invasion de l'Ouest du pays après la conquête du septentrion ivoirien par le MPC²⁸ et la prise du pays *Dan* par le MPIGO, le MJP et leurs supplétifs libériens proches Charles Taylor, les partisans du Chef de l'Etat ivoirien, Laurent Gbagbo, créent des milices d'auto-défenses dans les régions du Moyen Cavally, berceau du pays *Guéré*. Outre sa vocation de bastion et de vivier électoral pour le président Laurent Gbagbo, le pays *Guéré* revêt un enjeu économique stratégique car elle symbolise l'épicentre de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire. Enfin, le pays *Guéré* où les milices d'autodéfense prolifèrent [Duékoué, Guiglo, Bangolo etc...] recèle d'immenses patrimoines forestiers [les forêts du Mont Péko, de Taï et du Guoin Débé] convoités des paysans Baoulé et Burkinabé pour les cultures extensives.

Ces milices d'autodéfense ont pour mission de suppléer l'armée ivoirienne sur les multiples lignes de fronts ouverts par la rébellion et prémunir les autochtones *Guéré* des exactions du MPIGO, du MJP et des mercenaires libériens à leur solde. Face aux exactions des mercenaires *Gio* du Libéria enrôlés dans les rangs du MPIGO et du MJP contre les *Guéré*, les cadres du PFI originaires du grand ouest se nouent d'amitiés les anciens dignitaires du régime Samuel Doe hostiles au président Charles Taylor.

Jadis, opposant irréductible en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo avait profité de l'inimitié entre le président Houphouët-Boigny et le Chef de l'Etat libérien, Samuel Doe, pour nouer des contacts avec les autorités de Monrovia. Ainsi « deux ministres importants du gouvernement de Samuel Doe établirent le contact entre ce dernier et Gbagbo » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p. 97). L'opposant ivoirien bénéficie du Président Samuel Doe du Libéria d'importants fonds dans sa croisade contre l'exécutif ivoirien. Après l'éviction de Samuel Doe, les anciens dignitaires de son régime conservent d'étroites relations avec le président Laurent Gbagbo et les membres de son parti, le FPI. Samuel Doe était *Krahn* originaire du Comté du Grand *Gedeh* jouxtant la frontière ivoirienne comme nombre de réfugiés libériens vivant en Côte d'Ivoire. Or en

²⁵ Front de Libération du Grand Ouest

²⁶ Mouvement Ivoirien pour la Libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire

²⁷ Alliance Patriotique We

²⁸ Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire les *Guéré* (Wê) réputés proches de Laurent Gbagbo sont les cousins des *Krahn* du Libéria.

Fort de ces liens cordiaux, un accord est conclu à Abidjan entre dirigeants *Krahn* et *Guéré* en 2002. Ledit accord stipule que « les *Krahn* libériens participeraient à la guerre menée par Laurent Gbagbo et en échange (...) d'un libre passage au Libéria et une aide militaire pour renverser Charles Taylor » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p. 97). Ainsi, des « notables *Krahn* qui (...) avaient occupé de hautes fonctions dans le gouvernement de Samuel Doe vont soutenir Laurent Gbagbo en l'aidant à recruter des combattants libériens » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p. 97).

En contrepartie, « des personnalités *Guéré* influentes dans le monde des affaires et des loisirs, dans le parti de Laurent Gbagbo ou les services de sécurité, ont également collecté des fonds, recruté et armé des membres du LURD (...) » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p.97). Selon le capitaine Alla Kouakou Léon²⁹, Mao Glofiéhi, président des mouvements d'autodéfense du grand ouest, Paul Dokui, journaliste à radio Côte d'Ivoire, le professeur Alphonse Voh Sahi, Conseiller du Président Laurent Gbagbo et le Commandant des forces terrestres des FANCI, le Colonel-Major Bombet Denis sont les chefs d'orchestre de l'enrôlement des réfugiés libériens dans les rangs des milices d'autodéfense de l'ouest de la Côte d'Ivoire.

Le camp de *Nicla* au sud de la ville de Guiglo, abritant les réfugiés libériens de la première guerre civile du Libéria (1989-1996), les camps de transit à Abidjan ainsi que le camp de *Bumjubura* à Accra au Ghana constituèrent les sites de recrutement. « (...) 50.000 où 100.000 francs CFA étaient offerts à toute nouvelle recrue, qui était mise dans un bus et envoyée au combat » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p.97). Plus de « 300 à 500 réfugiés étaient ainsi emmenés d'Accra vers une base spéciale pour y suivre un entraînement et recevaient au moins 250 dollars pour combattre ; cette opération était organisé par le responsable (...) du LURD qui faisait la navette entre la Côte d'Ivoire et le Ghana » (C. Ero et A. Marshall, 2003, p.97). Certes, Laurent Gbagbo reproche à ses « homologues libérien et burkinabé leur soutien supposé aux rebelles ivoiriens (...) »³⁰. Cependant, le président ivoirien

« (...) arme des mercenaires et des miliciens libériens. Il a dépensé des sommes énormes et ce sont les factions libériennes qui en profitent »³¹. « Grosso modo, il est admis que du côté des rebelles [MPIGO, MJP] se trouvent plutôt des partisans du Président Charles

²⁹ Le capitaine Alla Kouakou Léon, Porte-parole du Premier Ministre, Ministre de la défense Soro Guillaume (nov.2010-2012) ou Cf AFP in « Chef milicien pro-Gbagbo : Mao Glofiéhi mis aux arrêts à Guiglo » in *Nouveau Réveil*, n°2956 du mardi 06 décembre 2011, p6.

³⁰ « Côte d'Ivoire: the nightmare scenario » in *Africa confidential*, 43 (19), 27 September 2002, p99.

³¹ Dépêche de l'Agence France Presse du 26 mars 2003.

Taylor, et, en face, des éléments de son opposition armée, le Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) »³².

A l'instar des *Gio* incorporés dans la rébellion, les *Krahn* enrôlés dans les milices progouvernementales dirigent les unités de combats. Rompus aux managements des armes, ils instruisent les jeunes *Guéré* à la technique de la guérilla urbaine et aux pratiques mystiques afin de requinquer leur moral face aux horreurs de la guerre. En sus, ils doivent étoffer les rangs de l'armée ivoirienne afin de freiner l'avancée du MPIGO, du MJP et de leurs supplétifs *Gio* proches de Taylor qui ont pris possession du pays *Dan* (*Yacouba, Toura, Klah*). Puis, ces miliciens *Krahn* doivent reconquérir les villes de l'ouest tombées dans l'escarcelle de la rébellion afin de s'assurer le contrôle de la frontière avec le Libéria. *In fine*, ces maquisards *Krahns* supplétifs des milices *Guéré* doivent sécuriser les vergers cacaoyers de l'ouest du pays, mamelle de l'économie ivoirienne, et préserver des exactions des rebelles ivoiriens le pays *Wè* (*Guéré et Wobé*), important vivier électoral du président Laurent Gbagbo.

De janvier à février 2003, les FANCI³³ mobilisent principalement « les combattants *Krahn* pour mener l'assaut et reprendre Toulépleu »³⁴. Les combats qui se déroulent alors furent largement une affaire de Libériens. Le LURD d'un côté, l'Unité anti-terroriste de l'autre. Le 10 janvier, les FANCI appuyées par les miliciens libériens reprennent le contrôle de Bloléquin et de Toulépleu. Maîtres de la frontière avec le Libéria, les FANCI et leurs supplétifs libériens lancent une attaque contre « la ville de *Toe*, dans le Comté du Grand *Gedeh* au Libéria »³⁵. Furieux, le gouvernement libérien par la voix de son ministre de l'information, Reginald Goodridge et celui de la défense, Daniel Chea, annoncent que « les forces de leur gouvernement se vengeraient du régime de Gbagbo si de nouvelles attaques se produisaient »³⁶.

En vérité, les supplétifs libériens de l'armée ivoirienne avaient d'autres missions officieuses. Réputés pour leurs atrocités, ils devaient mener des actions de représailles contre les populations qui sympathisent avec la rébellion. Les *Dioula*, les *Burkinabé* et les *Yacouba* étaient les cibles privilégiées. Les *Dioula* et les *Burkinabé* sont suspectés proches du MPCJ tandis que les *Yacouba* sont réputés proches du MPIGO et du MJP. Pour les *Krahn* du MODEM, ennemis déclarés de Charles Taylor, l'objet de cette guerre par procuration est de resserrer l'étau contre le Chef de l'Etat libérien en ouvrant un second front militaire dans le Comté du Grand *Gedeh* (Libéria) jouxtant la frontière ivoirienne au lendemain de la prise du Comté du *Lofa* par le LURD. L'objectif des miliciens *Krahn* du MODEM est de prendre les ports

³²V. Thorine in le quotidien ivoirien *l'Inter*, art.cité, p7

³³ Forces armées Nationales de Côte d'Ivoire

³⁴« Côte d'Ivoire: the nightmare scenario » in *Africa confidential*, 43 (19), 27 September 2002, p99.

³⁵ Idem.

³⁶ « Ulimo General Attack Grand Gedeh, two Killed, government revels », *The News*, Monrovia, 21/01/ 2003 ou interview de Daniel Chea dans *Focus on Africa*, BBC Radio, 1^{er} au 2 mars du 2003.

de Harper et de Boucanan au Libéria afin de s'assurer le contrôle des mines et du bois libérien qui permettent au régime de Charles Taylor de financer l'économie de guerre.

A défaut d'investir la capitale du Libéria, Monrovia, pour évincer Charles Taylor du pouvoir d'Etat, les maquisards du MODEM doivent occuper les points névralgiques du Libéria afin d'empêcher les combattants LURD de Sékou Damaté Koné, soutenus par la Guinée, présents dans les faubourgs de Monrovia, d'être les seuls maîtres du pays après l'éviction de Charles Taylor. Les *Krahn*, animistes et chrétiens, originaires du Comté du Grand *Gedeh* dans le Sud du Libéria sont méfiants à l'égard des *Mendinkan* du LURD originaires du Comté de *Lofa* dans le Nord du Libéria, majoritairement Musulmans proches de la Guinée. Les *Mendinkan* du LURD, partisans du Chef de Guerre El Hadj Koroma, allié de l'ex-Président Krahn Samuel Doe contre Charles Taylor au sein de l'Ulimo répugnent tout retour au pouvoir des *Krahn* après la scission de l'Ulimo en factions (*Ulimo krahn et Ulimo mendingue*).

Conclusion

Les relations entre la Côte d'Ivoire et le Libéria sont évolutives et varient au gré des tribulations politiques entre les deux Etats voisins. La mise en quarantaine diplomatique du Libéria par l'ONU et l'exclusion de la Côte d'Ivoire des instances africaines entraînent par effet domino une entente tacite sous fond de mercenariat entre Charles Taylor et Robert Guéi mettant à rude épreuve la stabilité des deux Etats voisins. Le MPIGO et le MJP soutenus par des mercenaires libériens proches de Charles Taylor prennent d'assaut l'ouest de la Côte d'Ivoire. En représailles, le LURD et le MODEM intensifient, avec le soutien du Chef de l'Etat ivoirien, la guerre contre le régime de Charles Taylor en ouvrant des fronts dans les Comtés du Libéria jouxtant la frontière ivoirienne. Mis en quarantaine diplomatique par l'ONU et les USA qui réclament sa démission, inculpé pour complicité de crimes de guerre en Sierra Léone pour son soutien présumé aux rebelles du RFU, acculé par les rebelles du LURD qui ont investi Monrovia, la capitale du Libéria, Charles Taylor abdique et prend la route de l'exil au Nigéria en 2003. Conformément à la résolution 1565 du Conseil de sécurité de l'ONU, les belligérants ivoiriens sont sommés de démobiliser les mercenaires libériens de leurs rangs. Le MPIGO et le MJP sont épurés des mercenaires libériens et Sam Boukary, l'homme lige de Charles de Taylor, est abattu dans l'ouest de la Côte d'Ivoire lors de rixes entre insurgés ivoiriens et leurs supplétifs libériens.

En somme cette étude révèle que le spectre et la menace de sanctions, loin d'étouffer des régimes en rupture de ban avec la communauté internationale, développe, par instinct de survie, chez ces derniers, une forme de résilience à toute épreuve par le biais d'entraide ou d'ententes politiques qu'ils nouent entre eux pour contourner ou endiguer lesdites sanctions. Dans les Etats soumis au joug des sanctions, l'étude révèle aussi raidissement du régime et

une personnalisation du pouvoir d'Etat avec pour toile de fond la primauté des intérêts du prince honni sur les relations diplomatiques de l'Etat dont il a la destinée et une surenchère des actes de déstabilisation.

Références bibliographiques

Adebajo Abiola (2002), *building peace in West Africa, Liberia, Sierra Leone and Guinea- Bissau*, Boulder, Lynne Rienner.

Scribner Corhin (1970), *A History of the African People*, New york, Copyright.

Banagas René (2003), « Gbagbo avait profité de la bouille d'Houphouët avec Samuel Doe » in *Politique africaine* n°89, p97.

Ellis Samuel (1999), *The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and Religious Dimensions of an African civil war*, Londres, Hurst and Co.

Reno Wenceslas (2002), « La sale petite guerre du Libéria », *Politique africaine* n°88, pp63-82

Gaulme François (2000), « Cote d'Ivoire : la logique des urnes et celle de la violence » *Afrique contemporaine* n°196, p.102.

Global Witness (2001), « *Taylor-made: in the pivotal role of Liberia's Forest a R. Regional Conflict*, London, p8.

Kpatinde Francis (2002), « Burkina : retrouvailles libériennes » in *Jeune Afrique l'Intelligent* n°2166.

Marshall Armand (2003), « L'ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ? » in *Politique africaine* n°89, p90.

Peye Eddy (2011), « Chef milicien pro-Gbagbo : Mao Glofiéhi mis aux arrêts à Guiglo » in *Nouveau Réveil*, n°2956.

Rapport du Panel d'experts sur le Libéria nommé par la Résolution 1406 du Conseil de sécurité (2002), pp64-74, pp18-20.